



CSA SD du 5 septembre 2023 Déclaration liminaire de la FSU

Encore une fois, la rentrée se fait dans le cadre du « Tout va bien » !

C'est en tout cas ce que laisse croire les annonces présidentielles et ministérielles notamment sur la « revalorisation salariale sans précédent »... qui en réalité ne couvre même pas l'inflation.

Par ailleurs le Gouvernement n'hésite pas à jeter de l'huile sur le feu de la laïcité avec un texte réglementaire sur l'abaya, tentant par là-même une diversion pour éviter les réels sujets de rentrée.

Malgré les annonces et les promesses, le « devoir républicain » du Président de la République et du Gouvernement n'a pas été rempli : il n'y a pas un professeur devant chaque élève à la rentrée.

Si le 1^{er} degré s'en sort quelque peu, c'est au prix d'une tension maximale sur les moyens en remplacement, d'un recours massif aux contractuel·les.

Pour le second degré, les manques sont bien plus importants et ils concernent l'ensemble des personnels.

Autre forme d'évitement, le désaveu cinglant des années Blanquer, puis Ndiaye, est lui aussi passé sous silence : retour des maths en 1^{ère} et épreuves de spécialités du bac en juin, ce que la FSU avait demandé dès l'annonce de cette réforme.

La FSU dénonce cette hypocrisie constante qui consiste à faire croire que la rentrée est réussie et les personnels heureux de travailler dans des conditions épanouissantes.

Ces personnels ne peuvent pas travailler correctement et sereinement s'ils ne sont pas assez nombreux, s'ils sont systématiquement mis en concurrence, s'ils sont constamment sommés d'exécuter des injonctions paradoxales, s'ils ne savent pas comment ils vont finir la fin du mois, si le Gouvernement déploie une communication quelque peu mensongère auprès des parents. Ces méthodes, opposant l'opinion publique et la profession, ne sont pas sans rappeler celles utilisées sous Jean-Michel Blanquer, méthodes qui ont largement fait preuve de leur nocivité.

Mais le Gouvernement doit absolument achever la libéralisation totale de l'école. Comme il a perdu toute confiance auprès des personnels, c'est donc autoritairement qu'il veut imposer pactes et réformes afin de détruire notre système éducatif public et pour le plus grand bien du secteur privé.

La FSU revendique plus que jamais un grand plan d'action pour l'éducation nationale qui doit reposer notamment sur des recrutements massifs pour l'ensemble du service public d'éducation (ce qui signifie une revalorisation des grilles salariales et du point d'indice sans aucune compensation), sur l'abandon des réformes en cours (entre autres celles de la voie professionnelle et des retraites), sur une reprise des réformes délétères déjà effectuées en s'appuyant sur un véritable dialogue avec les professionnels de terrain et leurs représentant·es que nous sommes.